



LYCÉEN·NES, ÉTUDIANT·ES, SALARIÉ·ES : FORCES VIVES DE LA NATION !

Depuis plusieurs jours, les lycéen·nes et étudiant·es se mobilisent devant leurs établissements. Ce 1^{er} octobre, ce sont plus de 30 universités et 640 lycées qui étaient concernés de Paris à Carpentras en passant par Rouen, Poitiers ou Rennes.

Le projet de budget 2027 prévoit de supprimer encore des postes d'enseignants et maintient le gel du point d'indice.

Des revendications légitimes !

Le manque de moyens humains et financiers dans les établissements scolaires, les inégalités d'accès aux études supérieures aggravées par Parcoursup et « Mon Master », l'augmentation globale des frais d'inscription à l'université et la baisse des aides sont autant de conséquences de la même politique qui frappe de plein fouet les étudiant·es, lycéen·nes et salarié·es.

Cette politique d'austérité impacte tous les services publics, dont le ferroviaire : le désengagement de l'État se poursuit en faisant peser le financement du réseau sur la SNCF elle-même. Les cheminot·es en paient le prix : attaque sur les droits et la réglementation du travail, dégradation de la sécurité, suppressions d'emplois, manque de moyens pour travailler dignement.

Une réponse inadmissible

La répression policière et l'intimidation à l'œuvre, contre des jeunes citoyen·nes en lutte pour leurs droits, sont inacceptables. Ce n'est pas au ministère de l'Intérieur de gérer cette crise profonde de l'enseignement public ! Ce qu'il faut, c'est apporter des réponses à la hauteur des enjeux, abandonner les politiques austéritaires et redonner les moyens nécessaires aux services publics, et à toutes celles et ceux qui les font vivre, de mener à bien leurs missions.

Toutes et tous concerné·es

La France, pays démocratique, doit pouvoir laisser s'exercer la liberté d'expression, le débat contradictoire, avec au cœur une jeunesse qui s'implique dans les choix de société.

Face aux revendications portées par une jeunesse qui demande des conditions dignes pour apprendre, le gouvernement entend poursuivre sa politique régressive, qui confisque les moyens de bien travailler et la liberté de revendiquer.

Dans le ferroviaire, les jeunes cheminot·es et les alternant·es sont concerné·es par l'accès à la formation, au logement et aux aides sociales. Des bancs des établissements scolaires jusqu'aux emprises ferroviaires, la précarité doit cesser !

Il faut dès maintenant entendre et répondre aux revendications légitimes de la jeunesse mobilisée et aux besoins de services publics dans l'intérêt général de la nation !



**LA FÉDÉRATION CGT DES CHEMINOTS SE TIENT
AUX CÔTÉS DES JEUNES MOBILISÉ·ES ET
CONDAMNE TOUTES LES VIOLENCES D'ÉTAT
EXERCÉES À LEUR ENCONTRE !**